Communiqué commun

Les Union Départementales CGT, FO et la FSU de Charente Maritime réunies le lundi 3 juillet 2017 ont partagé leur analyse sur la situation économique et sociale du pays, ainsi que sur les annonces du Président de la République et de son Gouvernement.

Nous rappelons que la Loi Travail El Khomri, rejetée par 70 % de la population, a été combattue par de longs mois de grèves et manifestations. Nous en exigeons toujours l'abrogation.

Le Président de la République et le Gouvernement préparent un projet Loi Travail XXL aggravant la loi El Khomri. Leur volonté d'imposer cette réforme par ordonnances est un déni de démocratie.

Nos organisations rappellent qu'elles refusent :
* l'inversion de la hiérarchie des normes ; la primauté de l'accord d'entreprise sur la convention collective nationale organiserait le dumping social
* la précarisation du contrat de travail avec le « CDI de projet », CDD déguisé
* le referendum d'entreprise qui permettra à l'employeur de faire du chantage à l'emploi, au salaire, au temps de travail…
* la fusion de toutes les instances représentatives du personnel (comité d'entreprise, délégué du personnel, CHSCT, délégués syndicaux) pour diminuer les moyens d'actions et de défense des salariés
* les licenciements facilités, le plafonnement des indemnités prud'homales…

Nous refusons également la suppression des cotisations salariales sur l'assurance maladie et chômage « remplacée » par une hausse de la CSG. Ce serait alors la fin de la sécurité sociale créé en 1945.

De même nous nous opposons à la remise en cause des retraites par répartition au profit d'une retraite par points, une telle mesure aurait pour effet d'augmenter l'âge de départ à la retraite et de diminuer les pensions. Dès 2018, les retraités devraient supporter les effets désastreux sur leur pension de la hausse de la CSG.

De plus, nous refusons la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires et le gel du point d'indice annoncés par le Gouvernement, aggravant la situation des services publics déjà malmenés par les politiques d'austérité.

Depuis plus de 30 ans les politiques libérales de destruction des acquis sociaux ont prouvé leur inefficacité en matière de lutte contre le chômage ; elles ont au contraire aggravés la précarité et l'insécurité au travail des salariés.

Les Union Départementales CGT, FO et la FSU de Charente Maritime sont dès maintenant mobilisées pour informer les salariés sur les contenus néfastes des projets d'ordonnance.

Elles appelleront le moment venu les salariés à des mobilisations massives contre ces régressions et pour porter les revendications des salariés.

La Rochelle, le 6 juillet 2017